

Thème : Impacts du Covid-19 dans la commercialisation de l'oignon

Invité : Boubacar dit Mbaye Sall, Administrateur du CNCR, Président du Collège nationale des producteurs d'oignon du Sénégal et vice-président de l'Interprofession, premier adjoint au maire de la commune de Niandane.



1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le contexte est marqué par la survenue de la pandémie COVID-19. En réaction à cette crise sanitaire, le gouvernement a pris des mesures de restriction de rassemblement et de mobilité inter-régionale. Ces décisions arrivent au moment où certains paysans récoltaient leurs productions entraînant des conséquences négatives sur la commercialisation des produits agricoles.

En réaction à cette situation le CNCR et son partenaire IPAR ont lancé une initiative visant à documenter la situation en donnant la parole aux paysans, afin que ces derniers expriment leur point de vue sur les effets de la pandémie sur l'agriculture et le monde rural.

Le premier débat, qui s'est tenu durant 7 h d'affilé (10h à 17h), en audio WhatsApp, a réuni une centaine de participants dont une quarantaine d'intervenants.

Il s'agissait pour les organisateurs de collecter les points de vue paysans à travers leurs experts et partenaires sur l'impact de la pandémie Covid-19 sur leurs moyens d'existence, les stratégies développées et les perspectives. Les résultats de ces réflexions et analyses paysannes, avec l'appui du Think Tank IPAR Kër Jacques Faye, seront partagés suivant plusieurs supports : bulletin d'information, point de presse, note d'interpellation et débat interne dans le but de faire des propositions alternatives.

Pour ce premier thème, le débat s'est intéressé à la commercialisation de l'oignon avec comme invité principal le Président de l'APOV, M. Boubacar SALL, paysan à Podor et membre actif du Conseil d'Administration du CNCR.

2 INTRODUCTION AU DÉBAT

Le chargé de Communication et porte-parole du CNCR, M. Sidy Bâ, a lancé les travaux en précisant l'esprit et les attentes, puis a invité les membres du groupe à

poser leurs questions sur le thème qui leur a été transmis trois jours auparavant. A sa suite, M. Serigne SEGNANE a présenté l'invité et est revenu sur les éléments de contexte et sur le format du débat.

L'invité principal a tenu à marquer les esprits par une réponse claire et tranchée. La commercialisation de la production, qui venait juste de démarrer, est bloquée faute d'acheteurs. Le manque à gagner est énorme pour les producteurs, mais aucun segment de la filière ne sera épargné et la campagne à venir est fortement compromise. Pour éviter cette catastrophe annoncée, la profession s'est saisie des ondes pour lancer l'alerte rouge en direction des autorités sur les conséquences négatives de la réduction de la mobilité et de la fermeture des marchés de proximité sur la sécurité alimentaire des ruraux. Mais « *la réaction des autorités qui proposent 1 milliard par la DER et LBA, est en deçà de nos attentes que nous estimons à 30 milliards de manque à gagner* » souligne M. Sall.

La fermeture des marchés hebdomadaires, l'arrêt du transport interurbain, l'interdiction des rassemblements religieux et familiaux, sont les causes de la mévente de l'oignon. Le prix de vente actuel n'est pas intéressant car il y a peu de commerçants qui achètent pour exporter en Gambie. La tournée conjointe de la DHORT et de l'ARM a permis de constater un stock de 25000 Tonnes chez les producteurs et un prix entre 5000 et 5500 FCFA du sac de 40 Kg.

Seul l'État peut sauver la situation en appuyant les producteurs, par exemple en incluant un sac d'oignon dans les kits alimentaires distribués aux populations. Un appel dans ce sens sera fait en direction du Ministère en charge des opérations de distribution de l'aide alimentaire.

La commercialisation n'est pas le seul problème de l'oignon. Les rendements ont aussi chuté à près de 15 t/ha à cause des mauvaises semences. Ce qui pourrait être lourd de conséquences car les recettes de l'oignon assurent la trésorerie dans les exploitations agricoles familiales.

L'expert principal a aussi exprimé son regret sur la non représentation paysanne dans les instances de COVID-19

3 CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS

Les paysans se sont prononcés en masse sur le sujet en l'élargissant à de nouvelles questions.

- La qualité de l'oignon des paysans sénégalais qui serait accusé de « trop pourrissable ». Certains pensent que la culture Bio serait l'une des solutions envisagées, car ce sont les engrais et pesticides peuvent avoir des effets néfastes sur l'oignon ;

- La dépendance des producteurs aux semences dites améliorées, alors qu'au Burkina les paysans produisent leurs propres semences de meilleure qualité, avec des techniques éprouvées au Sénégal au niveau de l'ISRA ;
- L'écart entre le prix bord champ, constaté à 175 – 200 F, et le prix au consommateur qui est de 600 F/kg ou plus sur les marchés urbains démontre que ce sont les intermédiaires gagnent plus que les producteurs.

Selon les paysans, la filière tue les producteurs et nourrit les intermédiaires.

Sur tous ces sujets, l'invité s'est à nouveau exprimé en réfutant le problème de la qualité de l'oignon, estimant les énormes progrès réalisés dans ce sens par les paysans. Pour lui, c'est un faux procès. La production Bio n'est pas envisageable dans les conditions de prix et d'emblavures où le producteur ne compte que sur des économies d'échelle pour s'en sortir.

Pour les écarts de prix au détriment du producteur, il considère qu'il est du rôle de l'État de réguler la filière pour corriger l'injustice. Tout en concédant que les producteurs ont des responsabilités dans cette affaire.

4 LES PROPOSITIONS PAYSANNES DE SORTIE DE CRISE

Sur le court terme (dans l'urgence) :

- Le rachat par le gouvernement des invendus, pour les intégrer dans les kits alimentaires distribués aux populations, avec un a deux sacs d'oignon de 40kg par kit ;
- D'évaluer correctement la valeur des stocks et renégocier les propositions de la DER et LBA sur la base de chiffres réels, avec un potentiel estimé à 30 milliards ;
- D'assouplir les mesures de fermeture des marchés ruraux pour permettre une reprise raisonnée et contrôlée des activités d'échanges avec les paysans.

A moyen terme :

- Appuyer les producteurs d'oignon à accéder au fonds COVID pour la prochaine campagne (mois de septembre-octobre) qui est aujourd'hui fortement compromise ;
- Mettre à la disposition des producteurs des intrants de qualité et à temps (au plus tard en fin juillet) ;
- Rendre le dispositif des lettres de voiture systématique et transparent, afin que les statistiques de la filière soient fiables et crédibles ;
- Généraliser la contractualisation dans la filière pour sécuriser les revenus des producteurs et répartir les risques financiers à tous les acteurs de la filière.